

L'Humanité *rouge*

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
15 janvier 1976

No 408

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Pékin :

DES MILLIERS DE GERBES POUR CHOU EN-LAI

*Emouvantes scènes de deuil
dans toute la Chine*

OBSEQUES ET ELOGE FUNEBRE CE JEUDI



**LA CHINE CONTINUE
D'OBSERVER,
LE DEUIL
DU CAMARADE
CHOU EN-LAI
DÉCÉDÉ JEUDI
DERNIER A PÉKIN**

Sur la place Tien An-men, des milliers de personnes vont déposer à la mémoire du premier ministre, comme elles le font depuis dimanche, des gerbes de fleurs au pied de la stèle des « héros de la révolution ». Les gerbes et couronnes mortuaires y sont maintenant amoncelées sur une hauteur de quatre mètres.

Jusque minuit passé mardi soir, des centaines d'hommes et de femmes pleuraient encore aux alentours de la stèle.

Les mêmes scènes se poursuivent mercredi, sous un ciel ensoleillé d'hiver et par un vent glacial, au grand étonnement des étrangers présents.

Mercredi est le dernier jour où les représentants de la population pourront défiler devant l'urne contenant les cendres de Chou En-lai, dans le Palais de la culture.

Les obsèques officielles et l'éloge funèbre auront lieu jeudi.

La presse continue entre temps de publier les messages de condoléances adressés par les chefs d'État, premiers ministres et partis frères du monde entier.

Chirac et le CNPF sont d'accord.

**ILS VEULENT L'AUSTÉRITÉ POUR
LES TRAVAILLEURS**

« J'ai le sentiment que l'année 1976 sera une année difficile » déclarait mardi soir Chirac. Et il ajoutait que le gouvernement devra refuser de répondre à « trop de sollicitations ». Ce même jour, parlant devant 450 patrons, au cours d'une réunion organisée par le journal « L'Expansion », il affirmait que la politique du gouvernement sera faite de « choix ». « Choix entre l'investissement et la consommation, entre les salaires et l'inflation. »

En clair cela signifie que le gouvernement annonce sa décision de s'opposer aux revendications des travailleurs et en particulier aux augmentations de salaires. Pour cela on nous ressort la vieille théorie selon laquelle les hausses de salaires seraient la cause des hausses de prix, de l'inflation. Le « cycle infernal », c'est ainsi que les capitalistes l'appellent. C'est avec elle que depuis des décennies les capitalistes ont toujours cherché à imposer le blocage des salaires. Les travailleurs auraient à choisir entre la stagnation de leurs revenus et l'inflation. Il s'agit là d'une théorie mensongère qui met les choses la tête en bas.

La hausse des prix est le produit de la recherche du profit maximum par les capitalistes. Ceux-ci cherchent toujours à réaliser le plus de profits possible en vendant aux travailleurs le plus cher possible. C'est parce qu'il y a hausse des prix que les travailleurs sont obligés de lutter pour le maintien de leur pouvoir d'achat miné par l'inflation. Sans lutte des travailleurs leur pouvoir d'achat diminue. Et quand les travailleurs, par la lutte, arrachent des augmentations de salaires, les capitalistes cherchent ensuite à les leur reprendre en ayant recours à de nouvelles hausses des prix pour préserver leurs profits. C'est cela le véritable cycle infernal provoqué par le capitalisme. Si la classe ouvrière acceptait de cesser la lutte pour l'augmentation des salaires, elle accepterait en réalité la diminution de son pouvoir d'achat. Et c'est bien pourquoi elle ne pourra jamais accepter un tel marché de dupes.

Ce même jour se tenait l'assemblée générale du CNPF. Le même air y a été entendu. D'après l'AFP, le président du CNPF, Ceyrac, a estimé nécessaire de maintenir le pouvoir d'achat à son niveau actuel. Il a estimé également que la crise actuelle a affaibli l'entreprise et qu'il est donc difficile de contraindre cette dernière à conserver plus de personnel qu'il ne lui est nécessaire.

« Débloquer le droit au licenciement » c'est par cette formule cynique que Ceyrac a fait part de l'intention du patronat de procéder à de nouveaux licenciements en 1976. AUSTÉRITÉ, CHOMAGE, tels sont donc les mots d'ordre des capitalistes et de leur gouvernement. Les travailleurs y répondront par la lutte comme ils le font déjà, mais avec plus de force encore. Ils démentiront les espoirs du ministre du Travail (du chômage devrait-on dire) selon lequel, d'après l'AFP, « il ne devrait pas y avoir plus de grèves en 1976 qu'en 1975, le taux de chômage ayant un effet dissuasif sur les travailleurs ». Les capitalistes comptent sur la crainte du chômage pour étouffer le développement des luttes. C'est un mauvais calcul.

A PARIS : RASSEMBLEMENT Jeudi à 12h30 place Gambetta au mur des Fédérés

A propos de l'aggravation de la situation au Liban

YASSER ARAFAT ADRESSE UN APPEL A LA NATION ARABE

Yasser Arafat a adressé au début de la semaine, un message urgent au gouvernement égyptien concernant la dégradation de la situation au Liban.

Selon le quotidien cairote «Al Ahram», Yasser Arafat a précisé dans son message «que le commandement de l'OLP est en possession d'informations faisant état de l'existence d'un plan visant à entraîner l'armée libanaise dans les combats qui se déroulent actuellement à Beyrouth». Yasser Arafat indique encore qu'«une réunion aurait été tenue au Palais républicain sous la direction du président Frangie et groupant MM. Camille Chamoun, Pierre Gemayel et un certain nombre d'officiers dans le but essentiel d'examiner le recours de l'armée libanaise.»

Toujours selon «Al Ahram», Yasser Arafat a souligné dans son message que «les derniers développements indiquent que des unités de l'armée libanaise ont participé effectivement, avec les phalangistes, au blocus du camp palestinien de Tell Zaatar».

Le président du Comité exécutif de l'OLP indique également «qu'actuellement, environ 70 000 Palestiniens et Libanais sont soumis au blocus militaire et privés de tout ravitaillement au moment où le commandement de la résistance fait preuve d'une grande modération, dans le but de veiller à la sauvegarde du Liban».

Yasser Arafat attire ensuite l'attention «sur le fait que le commandement palestinien ne pourra pas poursuivre sa politique encore longtemps, alors que les masses palestiniennes et libanaises sont exposées aux bombardements et à la destruction dans plusieurs régions de Beyrouth».

Conséquence du désastre de la dernière récolte en URSS

DANS PLUSIEURS PROVINCES LE PEUPLE SOVIÉTIQUE MANQUE DE PAIN

Alors que l'hiver se fait rigoureux sur l'ensemble du territoire de l'Union soviétique, le manque de pain se fait de plus en plus sentir dans plusieurs provinces...

Des journaux soviétiques comme «La vie à la campagne» reconnaissent que «des habitants de nombreux villages situés dans différentes provinces ont écrit des lettres à la direction du journal indiquant qu'il était impossible de trouver du pain dans leurs magasins coopératifs». Les paysans «doivent ainsi abandonner leur travail pour aller en ville acheter du pain».

La seule réponse des journaux a été de dire que les directeurs des coopératives de consommation avaient «reçu des avertissements» pour avoir laissé se produire des ruptures de stocks... Simple mesure de répression administrative qui ne règlera rien on s'en doute. Car personne en URSS ne peut inventer les 80 millions de tonnes de céréales qui ont manqué à la récolte de cette année par suite de l'incapacité du régime de la bourgeoisie bureaucratique à résoudre les difficultés du développement agricole.

On signale également que du fait du manque de fourrage, l'élevage est aussi en difficulté dans de nombreux endroits. La production de lait est extrêmement faible. «Comment pourrait avoir du lait une vache qui n'a que 15 kg de fourrage par jour?», demande une paysanne soviétique dont les propos sont rapportés dans un journal.

Le rêve du «goulasch», ce bon plat de viande tant promis au peuple soviétique par la clique Khrouchtchev et Brejnev est loin de se réaliser sous leur règne.

JAPON :

Après la visite du ministre des affaires étrangères soviétique Cuisant échec pour Gromyko

La visite que le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, vient d'effectuer au Japon se termine par un cuisant échec pour les ambitions du social-impérialisme en Asie du Sud-Est. A tel point que le communiqué commun sanctionnant cette visite faisait toujours l'objet de laborieuses négociations entre Japonais et Soviétiques, quelques heures après qu'il eût quitté le Japon.

La ferme revendication, une nouvelle fois exprimée par le gouvernement japonais, de recouvrer sa souveraineté sur les quatre îles situées au Nord de Hokkaido et que le social-impérialisme russe se refuse à restituer, s'est heurtée à une grossière fin de non-recevoir de la part de Gromyko.

Si la conclusion d'un «traité de paix» commun entre les deux pays est finalement évoquée dans le communiqué, pour une date non précisée, cette éventualité est contrebattue par une déclaration que le premier ministre Takeomiki vient de rendre publique hier mardi. Il affirme, dans ce texte, que le Japon est prêt, sans

plus attendre, à normaliser ses relations avec la République populaire de Chine et à signer avec elle un traité de paix contenant une clause «antibégémonique», violemment contestée par Moscou qui se reconnaît ainsi implicitement visé par cette clause.

Le premier ministre japonais a précisé que, par contre, un éventuel traité de paix avec Moscou serait retardé jusqu'à ce que l'URSS restitue au Japon les quatre îles du Nord.

Jamais, jusqu'ici, le Japon n'avait tenu de propos

aussi fermes à l'égard de l'URSS. Survenant le jour même du départ de Gromyko, ces déclarations constituent une véritable gifle à son égard, d'autant plus qu'il avait publiquement, au cours de sa visite, répandu des calomnies grossières sur la République populaire de Chine qu'il avait accusée de «chercher à plonger le monde dans la guerre».

Tout au long de cette visite, le peuple japonais a témoigné son hostilité à la politique impérialiste de l'URSS par de nombreuses manifestations.



Le peuple japonais manifeste contre le social-impérialisme russe. Sur les pancartes : «Retour de nos quatre îles du Nord» et «Unité avec le tiers monde dans la lutte contre l'hégémonie soviétique».

SAINT-DOMINGUE

L'UNIFICATION DES MARXISTES-LÉNINISTES EN BONNE VOIE

Dix ans déjà ! Voilà dix ans que Joachim Bagaquer, digne successeur du tyran Trujillo, se maintient au pouvoir avec l'appui des baïonnettes US et des classes les plus réactionnaires du pays. Dix ans qui ont vu s'aggraver la situation économique des masses travailleuses, et s'étendre la domination économique de l'impérialisme US. Mais le peuple dominicain n'a pas capitulé : pour preuve les grèves ouvrières, les révoltes paysannes — et aussi les centaines de patriotes actuellement en prison. Assassinats, tortures et arrestations quotidiennes sont des pratiques de tous les jours : plus de 4 000 Dominicains ont connu les «chambres à tortures». Et pourtant la lutte continue dans les usines, les villes, les campagnes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit un accord important :

En décembre dernier, quatre organisations se réclamant du marxisme-léninisme, «Ligne rouge — Mouvement révolutionnaire 14 juin», «Voix prolétarienne», «Drapeau rouge» et «Voix marxiste-léniniste», sont arrivées à un accord pour entamer un processus qui conduira à leur fusion en une seule organisation du parti, le Parti des travailleurs dominicains (PTD), parti unique marxiste-léniniste.

Ces organisations considèrent en effet, à juste titre, que la bataille quotidienne pour les revendications économiques et sociales de la classe ouvrière, de la paysannerie et d'autres couches du peuple, ainsi que la lutte pour la démocratie et la libération nationale sont étroitement liées à la lutte pour la victoire de la révolution prolétarienne. L'existence jusqu'alors de plusieurs groupes et organisations marxistes-léninistes était le reflet de la dispersion et de la division du mouvement révolutionnaire. Mais aujourd'hui, à Saint-Domingue comme partout dans le monde, est considérée comme fondamentale l'unification des marxistes-léninistes.

Citons un passage important du texte de l'accord :

«Il faut que les travaux pour l'unité des marxistes-léninistes soient imprégnés d'un véritable engagement à préparer et à déclencher la lutte populaire contre la dictature, pour l'indépendance et la souveraineté nationales, les libertés démocratiques et les revendications économiques et sociales des masses travailleuses.

«(...) Nous sommes en devoir d'élaborer un programme de travail précis qui puisse être exécuté dans les délais et espace prévus, programme qui, en-

tre autres aspects, devra être orienté vers :

«— l'analyse de notre réalité socio-économique et historique et les valeurs culturelles nationales, afin d'élaborer scientifiquement le programme des communistes dominicains, tant pour la libération nationale que pour la révolution socialiste.

«— la discussion des points idéologiques, de propagande et d'organisation les plus fondamentaux, lesquels doivent servir de guide à l'activité du PTD.

«(...) — l'analyse et la discussion profondes des antécédents de la situation actuelle et des perspectives du mouvement communiste international et du camp socialiste pour pouvoir définir ainsi une position claire et une ferme adhésion au marxisme-léninisme et de lutte intransigeante contre le révisionnisme et les autres courants opportunistes.»

Les communistes marxistes-léninistes de France ne peuvent que se réjouir de cette initiative des marxistes-léninistes dominicains et leur souhaiter le succès le plus total dans l'accomplissement de la tâche prioritaire qu'ils se sont fixés. Qu'ils soient assurés de notre soutien fraternel : nous publierons d'ailleurs prochainement l'interview d'un militant de l'une des organisations citées.



PALESTINE :
ROQUETTES PALESTINIENNES
CONTRE LA VILLE DE SAFAD

La ville israélienne de Safad, en Palestine occupée, vient d'être soumise à un intense bombardement aux roquettes par les fedayine palestiniens, annonce l'agence palestinienne «Wafa». Au cours de cette action une installation militaire a été incendiée, le réseau principal d'électricité détruit, le réseau des téléphones endommagés et plusieurs ennemis tués ou blessés. Tous les membres du commando ont regagné indemnes leur base.

NAMIBIE :
LA DÉCLARATION DE DAKAR

La Conférence internationale de Dakar, qui s'est achevée récemment, réaffirme «que l'Afrique du Sud ne cessera jamais de son plein gré l'occupation illégale de la Namibie». Elle invite tous les gouvernements à reconnaître la SWAPO, le mouvement de libération de la Namibie, qui poursuit à juste titre la lutte armée, et regrette à ce sujet que le triple veto de la France, de la Grande-Bretagne et des USA ait empêché le Conseil de sécurité des Nations unies d'appliquer aux autorités racistes d'Afrique du Sud toutes les sanctions prévues par la charte de l'ONU.

SAHARA OCCIDENTAL :
PRESSANT APPEL DU
F. POLISARIO AU CROISSANT
ROUGE INTERNATIONAL

Dans un communiqué militaire publié mardi à Alger, le Front POLISARIO déclare avoir tué 68 soldats marocains et blessé 82 autres au cours des 15 derniers jours de l'année écoulée. S'y ajoute la destruction d'une vingtaine de camions et d'une dizaine d'auto-mitrailleuses.

Le mouvement de libération du peuple sahraoui revendique également la destruction par ses combattants des rails de la voie ferrée reliant, en territoire mauritanien, les villes de F'Derik et Nouadhibou.

Il lance également un appel pressant au Croissant rouge international pour qu'il dépêche des observateurs dans les villes occupées d'El Ayoun et de Smara pour témoigner des violences que les forces d'occupation font subir aux populations civiles. A la frontière mauritanienne, également, les mains, et des hommes et des femmes sahraouis sont brisées à coups de crosse pour les empêcher de tenir une arme.

DANEMARK :
ESPIONS SOVIÉTIQUES
EXPULSÉS

Quatre espions soviétiques, dont le deuxième secrétaire de l'ambassade d'URSS à Copenhague ont été expulsés du Danemark en octobre 1975, vient de révéler un quotidien danois. Un cinquième, également diplomate, serait en cours d'expulsion.

Ces agents du KGB (service d'espionnage russe) s'étaient, entre autre, intéressés aux firmes fabriquant des pièces pour l'avion de combat américain F 16, l'un d'entre eux avait déjà été expulsé de Grande-Bretagne pour espionnage, en 1971.

C'est un coin du voile levé sur l'intense activité déployée par le KGB en Europe.

nouvelles intérieures

APRES LA PUBLICATION
PAR «LIBERATION» D'UNE LISTE
D'AGENTS DE LA CIA A PARIS

Inquiétude chez les barbouzes US

Mardi matin, le journal «Libération» publiait une liste de 32 noms d'agents de la CIA en fonction à Paris avec l'adresse de certains d'entre eux. Comme on peut s'en douter, ces révélations ont provoqué une vive inquiétude des services secrets américains. Pour accomplir leur sale besogne, les agents secrets ont besoin du silence. Connus, ils deviennent inopérants. Leur action subversive ne peut se mener que tant qu'ils conservent le masque de diplomates, de représentants de sociétés commerciales ou autres.

Mardi, à Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que le gou-

vernement américain avait effectué une démarche auprès du gouvernement français avant la parution de la liste dans «Libération». Il s'est refusé à dire quelle a été la nature de cette démarche mais il est clair qu'elle visait à empêcher la publication des 32 noms.

Un porte-parole de la CIA a déclaré également, à Washington, que les responsables de la CIA «étaient évidemment préoccupés par la publication par un journal étranger d'une liste de personnes qui sont, à juste titre, ou non, qualifiés d'employés de l'agence centrale de renseignements.»

Dans cette même édition de mardi, «Libération» se

déclare prêt à publier la liste des agents soviétiques du KGB opérant à Paris s'il entre en sa possession.

On sait que de nombreux agents du KGB sont présents en Europe et en particulier en France. L'ambassade d'URSS à Paris est la plus nombreuse en personnel connu pour ses activités d'espionnage.

Il ne faudrait pas en effet que les projecteurs braqués sur la CIA amènent à laisser dans l'ombre le KGB dont l'activité mise au service des préparatifs de guerre soviétiques est sans doute aujourd'hui plus étendue et plus dangereuse que celle des services rivaux américains.

AFFAIRE HAZAN

Les ravisseurs : d'anciens gardes du corps de Giscard

L'affaire Hazan est décidément fertile en rebondissements. Ce qui au départ était présenté comme une affaire classique de banditisme ne cesse de connaître de nouveaux développements. Malgré les démentis (et pour cause !) il est clair maintenant qu'il s'agit d'une affaire politique. L'enlèvement et la demande de rançon ont eu lieu au profit d'une organisation fasciste. Tous les participants sont liés à l'ex-«Ordre Nouveau». Que des choses soient à cacher la preuve en est fournie par l'exécution d'un des ravisseurs il y a quelques jours. Les morts ne parlent plus.

Malgré cela le voile commence à se lever. «Le Canard enchaîné» de ce mercredi apporte d'importantes révélations.

Les ravisseurs appartenaient au service d'ordre de Giscard d'Estaing lors de la campagne présidentielle. Trois d'entre eux assuraient même sa protection au cours de la campagne électorale par les giscardiens : D'Ornano, Chiraud et Bassot. Ce dernier appartenait autrefois à l'OAS. A l'époque, le chef naziflon, Alain Robert, disposait d'un bureau au siège des Républicains indépendants.

Voici quelques-uns de ces nerfs fascistes :

Jacques Prévost, condamné à mort pour la tentative d'assassinat de De Gaulle au Petit-Clamart. Relâché en juin 68, il fut l'organisateur de la milice patronale de Peugeot. Depuis 1974, il

est dans le trafic d'armes. Le ministère de l'Intérieur lui a passé une importante commande de grenades lacrymogènes.

Les frères Pech qui appartenaient également au S.O. de Giscard ont pour père un trésorier d'«Ordre Nouveau».

Daniel Moschini qui «travail-ait» avec les services franquistes est lié aux Renseignements généraux.

Comme on le voit cette pégre a ses entrées dans les anti-chambres gouvernementales.

Décidément l'affaire Hazan est une affaire à suivre et dont on n'a pas fini de parler.

On dit que les Républicains indépendants se sentent inquiets de la rumeur qui monte. On les comprend.

Après l'arrestation des poseurs de bombes, la presse algérienne accuse Les services spéciaux français contre le tiers monde

Après le démantèlement d'un réseau terroriste en Algérie, les services de sécurité de ce pays ont mis en cause les services spéciaux français, le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) comme étant l'instigateur de l'activité des poseurs de bombes. Les aveux de ceux-ci sur leurs contacts avec des individus connus pour leur appartenance au SDECE en apportent de nombreuses preuves.

Le gouvernement français a publié un démenti

Les services français d'espionnage ont toujours agi en Afrique et au Moyen-Orient, outre les ambassades évidemment, par le biais de sociétés commerciales. Ces dernières présentent des avantages appréciables.

En premier lieu, elles assurent une capacité d'auto-financement qui rend le SDECE plus «opérationnel» à l'extérieur de la France et permet à ses dirigeants d'être moins vulnérables quand ils se lancent, comme c'est le cas de Foccart, dans la formation d'organisations parallèles comme le SAC qui, certes, agissent au nom des «intérêts supérieurs» de la bourgeoisie française mais

comme il se devait ; démenti qui ne dément rien et ne peut effacer les nombreuses preuves accumulées.

Le journal «El Moudjahid» a entrepris la publication d'une analyse des activités des services d'espionnage français sur lesquelles Jacques Foccart a la haute main. Sous le titre «Le double jeu», le journal expose comment sous couvert de «coopération» est pratiquée la subversion. Nous publions un extrait de cet article.

ne peuvent compter tout le temps sur l'aide de l'Etat. Le financement des campagnes électorales des candidats proches de ces organisations peut ainsi faire l'objet de «dons» de la part de ces sociétés fictives sans que personne ne trouve rien à redire devant ces actes de «mécénat».

En deuxième lieu, l'existence de ces sociétés permet de donner un alibi total aux allées et venues trop nombreuses dans le tiers monde dans ce genre d'activité. Il faut aussi admettre que la formation de ces sociétés est d'une facilité déconcertante surtout dans les pays en voie de développement «libéraux» qui, pour «dé-

coller» économiquement appellent les sociétés occidentales à investir dans tous les secteurs. En outre, le caractère propre du sous-développement est de privilégier les investissements non-productifs du secteur tertiaire. L'import-export est le secteur privilégié d'intervention dans le tertiaire, surtout dans les pays en voie de développement caractérisés par l'extraversion complète de leurs économies. Ainsi Foccart crée en 1959 «l'Omnium national de représentation» afin d'assurer «directement ou indirectement dans les départements et territoires d'outre-mer, de la Communauté et dans les pays étrangers, toutes opérations d'import-export, de commissions, de transit et de représentation».

Les années suivantes, sont créées la RAPEX, la PEIN-VEREX, la CREFAP, la BARRACUDA, la BRECO, la FRICOMEX, ainsi que des dizaines d'autres sociétés dont les activités officielles diffèrent mais qui en réalité s'adonnent toutes au renseignement et à la subversion. Un point commun à toutes ces sociétés est que les actionnaires sont tous des auxiliaires de Foccart ou d'autres hautes personnalités

françaises du ministère de l'Intérieur. Toutes ces sociétés gravitent autour d'activités en liaison avec l'armée française et les bases de celle-ci dans les pays africains. Ainsi, par exemple, la BARRACUDA, conçue pour vendre des filets de camouflage, écoule en fait des chars, des auto-mitrailleuses, des mitrailleuses lourdes, des mortiers, etc., la FRICOMEX chargée de vendre des tenues militaires écoule sans discernement des explosifs de toutes sortes, des munitions, etc. Un autre point commun à toutes ces sociétés est qu'elles s'articulent toutes, sans exception, autour de la SAFIEX, dont l'unique actionnaire est Jacques Foccart, qui a été créée en 1946 dans le giron gaulliste de la France après la libération et en liaison avec les services secrets français de l'époque.

Un exemple typique de ces sociétés qui servent de paravent idéal pour les services de Foccart, est donné par «Aviation and Marine Commercial Department», société dont le siège est dans l'Emirat arabe de Sharjah et qui est dirigée par un adjoint de Foccart, Jean-Claude Seguin.

Mardi à Paris et en banlieue :

GREVE LARGEMENT SUIVIE A LA RATP

La grève de vingt-quatre heures à la RATP a été massivement suivie mardi. Rares étaient en effet les rames de métro et les autobus. L'ampleur de la grève est la preuve du profond mécontentement qui règne parmi les travailleurs de la RATP, et cela malgré la plus extrême confusion entretenue par les directions syndicales sur les revendications.

Dans la nuit de lundi à mardi :

DEUX ATTENTATS SIONISTES A PARIS

Dans la nuit de lundi à mardi plusieurs cocktails Molotov ont été lancés contre «La Librairie arabe», rue Saint-Victor à Paris ; un début d'incendie s'est déclaré, les dégâts sont très importants. La librairie avait déjà été victime d'un attentat il y a quelques semaines.

La même nuit, un incendie a dévasté le rez-de-chaussée d'un foyer, rue de la Fontaine-au-Roy. Ces deux attentats ont été revendiqués par un groupe sioniste.

Les défaites successives de l'Etat sioniste rendent ses défenseurs de plus en plus agressifs. C'est une marque de faiblesse.

HOMMAGE A CHOU EN-LAI AU MUR DES FEDERES

Parmi les nouvelles formations ayant invité leurs militants à honorer la mémoire du vice-président du Parti communiste chinois, jeudi à 12 h 30 au mur des Fédérés au Père-Lachaise, figure le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste). D'autre part, plusieurs personnalités ont fait connaître leur intention d'y participer.

A l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris

UNE DELEGATION DE LA JCMLF A RENDU HOMMAGE AU CAMARADE CHOU EN-LAI

Une délégation de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, dirigée par le camarade Pierre Burmand, composée de membres de la direction nationale et de différents cercles de la JCMLF, s'est rendue mardi après-midi à l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris pour rendre hommage au camarade Chou En-lai.

La délégation s'est recueillie devant le portrait de Chou En-lai et a fait part de l'émotion des jeunes marxistes-léninistes après le décès du grand dirigeant communiste.

L'Humanité Rouge

document



Photographie de Chou En-lai, prise par Edgar Snow à l'époque de la Longue Marche.



Chou En-lai en 1936, à l'époque de l'incident de Sian (arrêté par ses propres officiers, Tchang Kai-chek fut libéré par les communistes).



En 1937, après la Longue Marche, Chou En-lai, Mao Tsé-toung et Chu Teh, à leur quartier général de Yen-an.



Septembre 1952, Chou En-lai signe des accords sino-soviétiques. On distingue derrière lui Staline et Malenkov.



Lors de son voyage à Moscou, en janvier 1957, Chou En-lai dépose des fleurs sur les tombeaux de Lénine et de Staline.



Chou En-lai avec Enver Hoxha (premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie) lors d'une visite en Albanie.



Avril 1945, au 7è Congrès du Parti communiste chinois, le camarade Chou En-lai assis près de Mao Tsé-toung.



Chou En-lai et son épouse à la réception donnée par le Parti communiste chinois à la maison de la Victoire (Tchoung King, 5 février 1946).



CHOU EN-LAI révolutionnaire immortel



A la Conférence de Genève, qui assura la victoire des patriotes vietnamiens sur le colonialisme français, Chou En-lai représenta la Chine. On le voit ici serrant la main de Mendès-France.



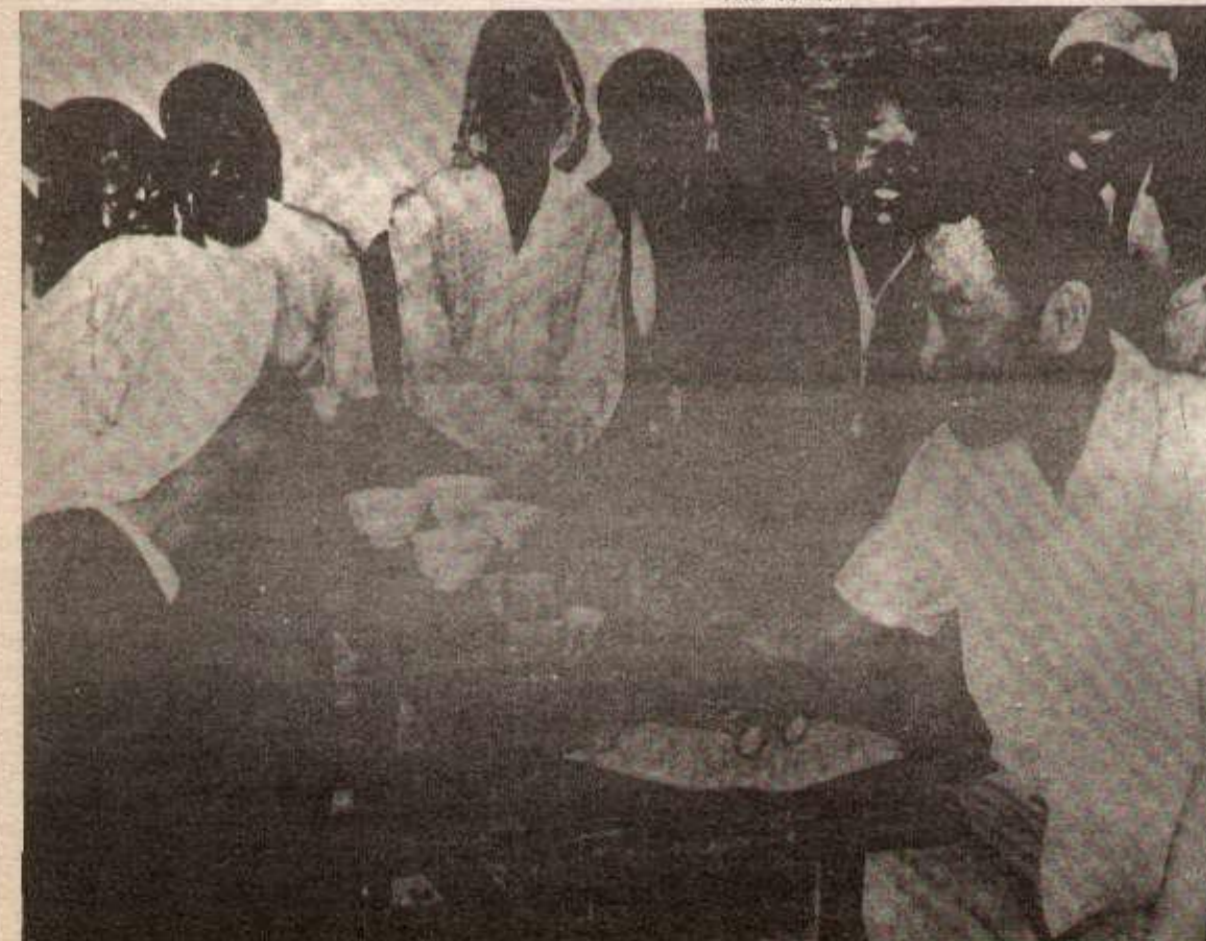
En avril 1955, Chou En-lai se rendant à une séance de la conférence des pays d'Asie et d'Afrique à Bandoung (la première grande conférence des pays du tiers monde où il joua un rôle historique décisif).



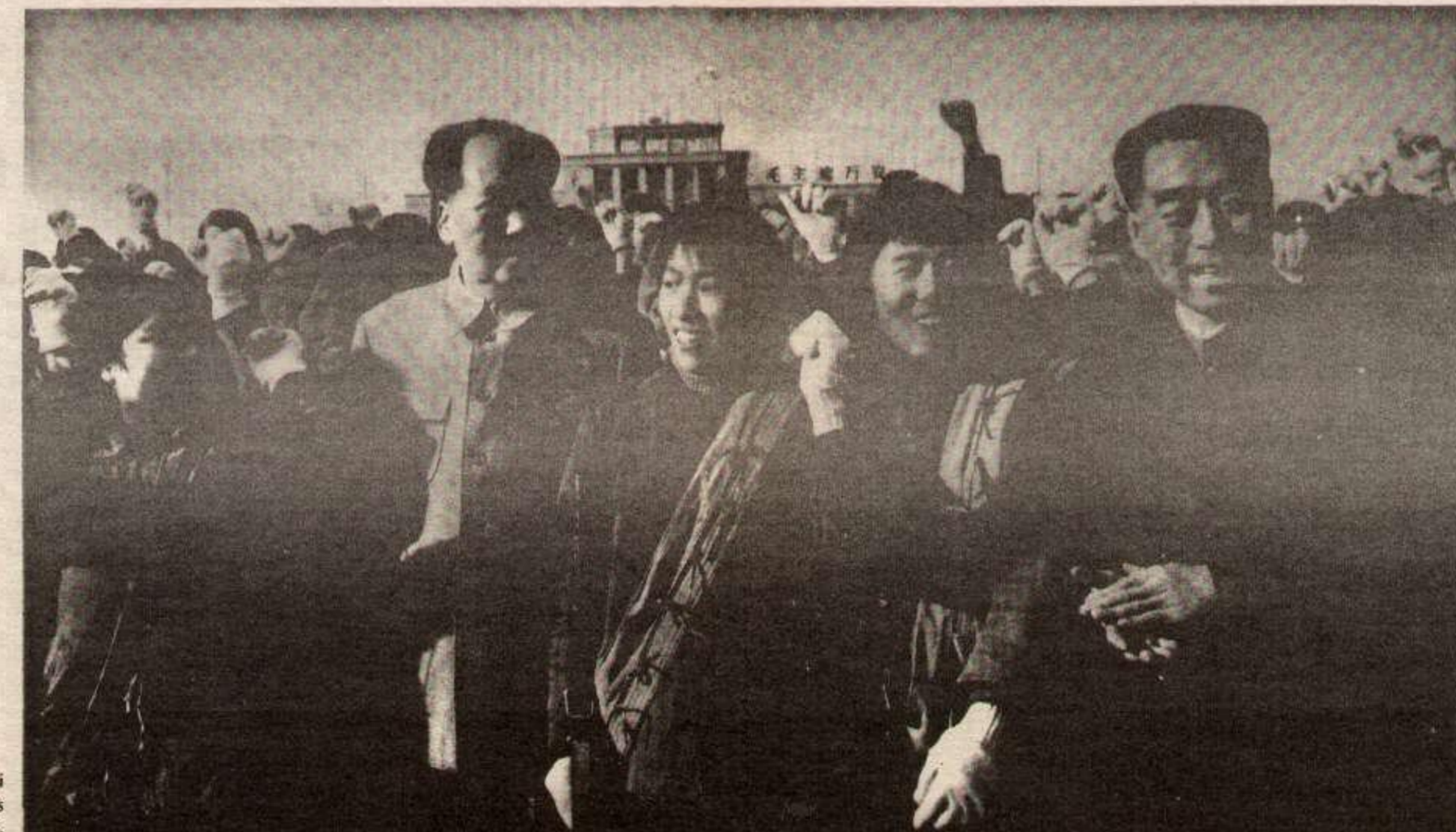
A Hanoi, Chou En-lai recevant du président de la municipalité un tableau concrétisant la grande amitié entre le Vietnam et la Chine.



Chou En-lai chaleureusement reçu par le président Julius Nyerere, chef d'Etat de la Tanzanie (1964).



En 1958, lors du Grand Bond en avant, Chou En-lai explique aux paysans les techniques du rendement agricole.



Le président Mao et Chou En-lai au milieu des miliciens et miliciennes pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne.



Conversation entre délégations algérienne et chinoise (février 1974). On voit à gauche le président Boumediène et à droite Chou En-lai.



Chou En-lai avec Mao Tsé-toung et Wang Hong-wen le 30 août 1973 lors du 10è Congrès du Parti communiste chinois.

L'objectif de notre souscription n'a pas été atteint... pourtant

NOUS AVONS BESOIN DE 25 MILLIONS

Ne dissimulons pas que le résultat atteint à ce jour en ce qui concerne notre souscription constitue un échec relatif : l'objectif de 25 millions au 15 janvier est loin d'être atteint.

La conséquence immédiate de ce fait, c'est que nous sommes obligés d'ajourner la présence de notre quotidien dans la totalité des kiosques de la région parisienne et dans le plus grand nombre de ceux de province. Nous ne pouvons réaliser qu'une extension plus modeste que celle prévue. Cette extension est commencée depuis le 12 janvier dernier.

Avec nos amis et militants nous allons immédiatement rechercher les raisons exactes de cet échec : nous ne doutons pas d'avoir commis des erreurs et insuffisances.

Certains parlent d'un mauvais choix de la période de souscription, d'autres soulignent que le soutien de caractère politique a été nettement insuffisant.

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

TOTAL le 12/1/76	81 962,72 F	3 professeurs	15,00 F	1 gaulliste de gauche	CDHR Province	140,00 F	
		1 ouvrier	10,00 F	pour l'indépendance	AL Vive l'HR	50,00 F	
		1 professeur	20,00 F	nationale	Sousc. HR D	200,00 F	
Collecte Rhône-Poulenc		Cercle JCMLF-LM	50,00 F	CDHR J. Staline C	125,00 F	CDHR Nguyen VT	600,00 F
Vitry	91,00 F	CDHR J. Baena	300,00 F	CDHR M	100,00 F	DN pour la sousc.	50,00 F
Des camarades de		CDHR P. Sémard N	40,00 F	CDHR Dombrowski			
Besançon	800,00 F	1 adhérente PS pour		sousc. de masse	104,00 F		
4 lycéens	20,00 F	une presse indépen-		CDHR Péri NO	1 000,00 F	Total le 13/1/76	
1 ouvrier	10,00 F	dante	10,00 F	Sup. abt CP	18,00 F	à 14 h.	85 430,72 F

RENNES MEETING REGIONAL DE L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 18 JANVIER

A PARTIR DE 15 HEURES,
SALLE DES LICES

ET DES 10 HEURES DU MATIN

- possibilité de discuter avec des représentants de notre journal ;
- exposition sur les luttes de la région sur la situation en France et dans le monde ;
- projection d'un film sur la grève récente à «Mammoth»
- ainsi que du film de l'intervention des communistes (marxistes-léninistes) à la télévision ;
- possibilité de prendre sur place son repas du midi.

MARSEILLE SOIREE D'HOMMAGE A CHOU EN-LAI

LE JEUDI 15 JANVIER A 20 H 30
SALLE GUERNICA
Rue Lodi à Marseille
A L'APPEL DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA PARUTION DU TOME 19 DES OEUVRES D'ENVER HOXHA EN ALBANAIS :

UN OUVRAGE DE GRANDE VALEUR POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE

Albanie aujourd'hui, revue politique et théorique albanaise publiée en français, consacre tout son prochain numéro (à paraître prochainement) à la publication de très larges extraits du tome 19 des œuvres d'Enver Hoxha.

Le 8 novembre 1975, jour du 34^e anniversaire de la fondation du Parti du Travail d'Albanie, est paru en Albanie le tome 19 (en albanais) des œuvres du camarade Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du Parti.

Les écrits contenus dans ce tome du camarade Enver Hoxha revêtent une grande importance politique et idéologique, et permettent une large compréhension concrète de la lutte engagée avec courage par le PTA contre la dégénérescence révisionniste du Parti communiste de l'Union soviétique et d'autres partis au début des années soixante.

Ces documents portent sur la période juin-décembre 1960, période particulièrement tourmentée, qui vit

apparaître de profonds désaccords idéologiques et politiques au sein du Mouvement communiste international, ainsi que dans les rapports entre les partis communistes et ouvriers, et à l'intérieur même de ces partis.

C'est une période au cours de laquelle le Parti du Travail d'Albanie fut amené à prendre des décisions politiques d'une extrême importance. Et cela malgré les pressions multiples, les intrigues et manœuvres des dirigeants soviétiques qui entendaient faire taire une voix qui s'élevait contre leur diktat.

Ces documents montrent clairement les positions politiques et la lutte de ligne engagée notamment par le PTA et le camarade Enver

Hoxha qui se déroulait à l'époque de la rencontre de Bucarest et à la Conférence de Moscou des partis communistes et ouvriers du monde. A Bucarest, le Parti du Travail d'Albanie refusa de juger les prétendues erreurs du Parti communiste chinois qui lui aussi avait engagé la lutte contre la ligne et l'activité contraires au marxisme-léninisme de la direction krouchtchévienne du PCUS. Le PTA refusa de condamner le PCC sur la base d'un document rempli d'accusations calomnieuses fabriquées de toutes pièces par la direction soviétique, sans que fussent donnés au Parti communiste chinois ni le temps, ni la possibilité de lire ce document et de présenter son point de vue.

A la Conférence de Moscou, le PTA dit son mot avec courage révolutionnaire et critiqua ouvertement la voie erronée de la direction soviétique sur une série de grandes questions touchant l'activité des partis communistes dans le monde.

On trouvera dans l'intervention du camarade Enver Hoxha, au 21^e plénum du



Enver Hoxha

Comité central du PTA qui suivit ces deux réunions, des faits précis qui démontrent notamment l'activité et les positions opportunistes favorables à Krouchtchev de Thorez et les pressions qu'il tenta d'exercer sur le PTA.

Lire les extraits de ces documents est précieux,

nous le pensons, pour nos lecteurs, dans le sens où ils permettent une grande compréhension de la situation actuelle, sur la nature de l'Union soviétique et de ses dirigeants, sur la ligne révolutionnaire défendue depuis toujours par nos frères et camarades albanais.

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise en hommage à Chou En-lai, décédé le 8 janvier, une soirée commémorative :

le lundi 19 janvier

à 20 h 30

au Centre international

de séjour à Paris

6, av. Maurice-Ravel

Paris-12^e

(métro Porte Dorée)

LE CALENDRIER DE NOUVEAU DISPONIBLE DÉBUT JANVIER

Passer vos commandes à
notre adresse postale :

B.P. 61

75861 Paris Cedex 18

CCP 30 226 72 La Source

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 - La Source.



CAMBODGE

LES PAROLES DU NOUVEL HYMNE RÉVOLUTIONNAIRE DIFFUSÉES PAR «RADIO CAMBODGE»

«Radio Cambodge» captée à Bangkok a diffusé samedi les paroles du nouvel hymne révolutionnaire national adopté en même temps que la constitution lors du troisième Congrès national du FUNK (Front uni national du Kampuchea).

Cet hymne intitulé «Le 17 avril, la grande victoire», date de la prise de Phnom-Penh par les khmers rouges, est ainsi rédigé :

«Le sang rouge couvre la plaine du Cambodge
Le sang des ouvriers, des paysans,
Le sang des combattants révolutionnaires,
Le sang s'est transformé en colère et en lutte totale
Le 17 avril sous le drapeau de la révolution
Le sang a libéré l'esclavage
Vive, vive le 17 avril, la grande victoire
Plus grande que l'époque d'Angkor
Nous nous unissons pour construire le nouveau Cambodge
Et sa société démocratique dans l'égalité et la justice
En maîtres de notre travail
Décidés à défendre le pays, la patrie révolutionnaire développée
Vive, vive, vive le nouveau Cambodge démocratique développé
Décidés à lever haut le drapeau révolutionnaire, à construire et développer notre pays splendidement».

Il faut aller voir

TERRE D'ESPAGNE

de Joris Ivens

Studios Saint-Severin - 12, rue Saint-Severin - Odéon 50-91 - Mo Saint-Michel - perm. vers 14 h à 23 h - prix des places : 9 F, groupes : 7,50 F.



Joris Ivens à droite, en Espagne en 1937

A Aubagne, de surprise en surprise

MISS FRANCE ET L'ANNEE DE LA FEMME

A Aubagne (Bouches-du-Rhône), dans la nuit de la Saint-Sylvestre a été élue une des «Miss France».

Cette soirée, outre un repas pantagruélique (que n'auront certainement pas fait les centaines de milliers de chômeurs dont certains ont touché leur indemnité après «les fêtes» de fin d'année) comportait aussi un bal, une «vedette» de la chanson et l'élection d'une «reine».

LA FEMME-OBJET

Il est lamentable de voir ces filles (grâce à la TV), pâles reflets d'une société dégénérée, en robes de soirée ou en maillots (de toute manière pas en blouse de travail !) faire étalage de leurs mensurations, se dandinant, défigurées par les

artifices, symboles de la femme-objet-de-plaisir, femme exploitée de la pire façon, celle où on perd sa dignité, celle où on vend non seulement sa force de travail mais aussi son corps. Certaines d'entre-elles ne dépassaient pas 15 ans... mais toutes espéraient faire du cinéma, de la télévision, ou devenir mannequins...

Ce «bon» repas et ce «beau» spectacle coûtaient la bagatelle de 600 F par personne ! Beaucoup de nos retraités, après une vie de travail, «vivent» un mois avec cette somme. Edmond Varcin, député-maire, présent à cette soirée, s'empres- sa de remettre l'écharpe à «l'heureuse» élue. Le cautionnement de ce genre de soirée pouvait sembler bizar-

re aux Aubagnais après toute la campagne sur «l'année de la femme» orchestrée par le Centre communal.

DERRIÈRE LES PAROLES

En effet, en novembre 1975, on a voulu leur montrer les luttes historiques des femmes, leur courage... On a prétendu s'opposer avec force à l'utilisation de la femme dans la publicité, à la pornographie qui fait de la femme une inférieure, une esclave... On a prétendu dénoncer les mentalités ancestrales et réactionnaires qui ont opprimé et continuent d'opprimer la femme. Que de conférences, que d'expositions, que de timbres, de poèmes en «l'honneur de la femme» !... Enfin, de quoi se donner une excellente

conscience à la fin de cette «année de la femme».

Mais cette nuit de la Saint-Sylvestre fut vraiment la «révélation». Les impératifs des élections exigeaient cette fois de s'intéresser à la femme que l'on s'était évertué à démolir un mois avant ! On y était presque arrivé... seulement voilà ! Entre les paroles et les actes, il y a un fossé... que la bourgeoisie s'empresse toujours de franchir.

UNE «BONNE» SURPRISE

Où on est encore plus étonné c'est quand on sait que la mairie d'Aubagne se dit communiste. On pourrait attendre qu'elle serve l'intérêt des travailleurs d'Aubagne, mais qu'en est-il en fait ? Dans de nombreux

textes rétrospectifs la mairie affirme s'être démenée pour que les lois sur la contraception et l'avortement soient réellement appliquées. Mais lorsque de jeunes courageuses étaient allées voir la mairie pour demander une salle afin de tenir une permanence du MLAC, le refus avait été net. Pourquoi brailler si fort maintenant et avoir été plus que discret dans l'encouragement d'un mouvement qui représentait un réel courant de masse ? Nous, les femmes, n'avons pas besoin de démagogie, ni de mensonges, nous saurons bien nous battre pour nos revendications dans les faits sans nous fier aux paroles trompeuses de nos soi-disant défenseurs.

Une lectrice

Pour vos enfants (9-10 ans)

HAI HOUA, Fleur de la Mer

Vient d'arriver dans nos librairies, édité par les éditions en langues étrangères de Pékin, un nouveau livre pour enfants, «Hai Houa, fleur de la mer» (2,40 F).

Ce petit livre illustré raconte un exploit des petits Gardes rouges d'un village côtier de la Chine méridionale. Pendant les vacances d'hiver, avec l'aide de la cellule du Parti de la brigade de production, les petits Gardes rouges de l'école primaire «Étoile rouge» s'étaient formés en un petit détachement de patrouille. Un beau jour, au cours de leur tournée habituelle, ils découvrent un soulier de

caoutchouc sur la plage. Après de sérieuses recherches, ils finissent par tirer au clair le secret du soulier. Grâce aux efforts concertés des petits Gardes rouges et des miliciens populaires du village, la femme d'un propriétaire de pêcherie despotique, qui cherchait à s'enfuir par mer, et les agents secrets venus à sa rencontre, tous les ennemis ayant trempé dans le complot, sont capturés d'un seul coup de filet.

En vente aux librairies :
— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
— La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.

— Le Sel de la Terre, 4, rue Maréchal-Foch, 22000 St-Brieuc.

Le Comité 13^e des Amitiés franco-chinoises vous invite à voir, vendredi 16 janvier 1976, à 20 h 30, l'opéra chinois :

LA MONTAGNE AUX AZALEES
Centre des deux moulins, 185 rue du Château des Rentiers, 75013 Paris — Mo Nationale ou Place d'Italie. Entrée gratuite.

Poème d'un lecteur

CHANT A LA MÉMOIRE DU CAMARADE CHOU EN-LAI

Camarade Chou
Qui pourrait dire
Qui pourrait dire le sourire qui nous quitte.

Le glas sonne... nos frères tombent
Mais Révolution, jamais ton cœur
Jamais ne meurt.

Nos cœurs de même
Nos cœurs eux-mêmes le glas sonnent
Et pleurent les frères qui tombent.

Camarade, toi qui ce jour meurs
Ton souffle toujours
Oui ton souffle à toujours embue le miroir.

Et nous entendrons encore
Parmi les chants de ton peuple
Battre mêlé à eux ton cœur, ton cœur rouge.



la France des luttes

A la Sotracom (Maizières-les-Metz)

80 ème JOUR DE GREVE AVEC OCCUPATION

contre les licenciements et la fermeture de l'entreprise

Les travailleurs de la Sotracom (entreprise de France pour les travaux publics et

constructions métalliques) sont en grève depuis 80 jours contre les 424 licenciements.

Ils occupent leur usine et bloquent du matériel pour de grosses usines (Solmer, Saulnes

et Uckange,...). Les patrons de ces usines font des pressions de toutes sortes sur les grévistes : à plusieurs reprises, ils sont venus aux portes de l'usine avec des grues et des camions pour prendre «leur» matériel, mais la détermination des grévistes les en a empêchés.

Dès lors, une intervention des flics est possible (comme c'est le cas dans bon nombre d'entreprises occupées. Le dialogue s'effectue avec les matraques des CRS, c'est bien cela la relance giscardienne !)

LE SOUTIEN SUR LA RÉGION

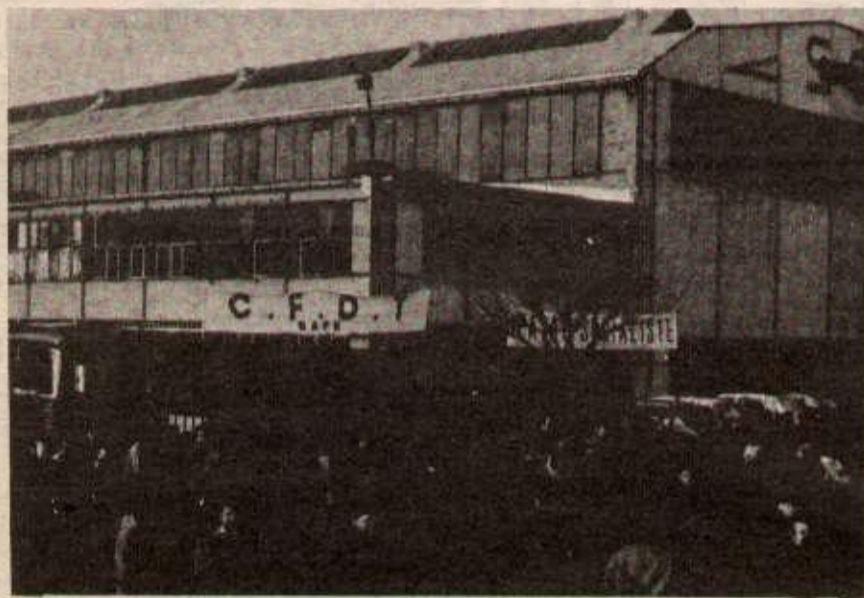
Jeudi 15 janvier, les comités de grève, de soutien, la CFDT et la CGC organisent une «assemblée générale» où sont invités tous les partis politiques et organisations de masses de la région pour donner un plus grand essor à la popularisation.

Les grévistes de Sotracom demanderont (s'ils viennent) des comptes à ceux qui prétendent défendre les ouvriers, la CGT et le PCF. Ils ont en effet en face d'eux, non seulement un patronat invisible qui veut faire pourrir le mouvement, mais aussi le silence de la presse locale,

et le silence des révisionnistes. Ils distinguent de plus en plus clairement qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis.

La lutte de la Sotracom est très importante pour la sidérurgie lorraine. En effet, c'est la première «boîte» de la région de cette importance totalement liquidée: On sait bien que si la bourgeoisie parvient à liquider la Sotracom, ce ne sera qu'un début pour démanteler la sidérurgie lorraine, où le chômage partiel sévit à une grande échelle. Les travailleurs de la Sotracom doivent gagner leur lutte. Soutenons-les !

Ecrivez, envoyez votre solidarité pour le soutien aux grévistes : Solidarité Sotracom — CHDP Maizières-les-Metz — compte No 1576 1040.



Devant l'usine le jour d'un meeting, le camion bloque l'entrée (photo HR)

LA GREVE ET L'OCCUPATION

Cette grève avec occupation est dirigée par un comité de grève où sont regroupés des syndiqués de la CFDT et de la CGC, et des non-syndiqués. La plus grande démocratie à la base est appliquée, et les grévistes sont déterminés dans leur action. Ils sont déjà passés au tribunal des Référés, mais aucune sanction n'a pu être retenue contre eux. Un nouveau passage en Référés doit avoir lieu prochainement.

A SAINTE-LIVRADE, DANS LE LOT-ET-GARONNE

LES DIFFICULTES DE LA LUTTE DANS LE GROUPE HOUSTY

Le groupe Housty possède 3 usines dans la région : la maison mère — qui emploie environ 300 ouvriers (ères) — à Miramont, et les usines de Ste-Livrade et de Clairac.

HISTORIQUE DU GROUPE HOUSTY

En 1954, l'impérialisme français est battu en Indochine. Deux ans plus tard, 2 000 Vietnamiens et Euraasiens arrivent dans la région, rapatriés par l'armée française dans les camps de Ste-Livrade et de Biais. Dans celui de Ste-Livrade, on construit d'abord des barrières, puis une école ; jusqu'en 1966 ils vivront ainsi en vase clos. Puis, M. Housty, qui fabrique des chaussures, manque de personnel. Le médecin du camp, ancien militaire, est favorable à la création dans le camp d'une entreprise ; cela ne coûtera pas un sou à M. Housty. L'école, d'abord atelier de piquage avec une dizaine d'ouvrières, devient très vite un atelier de montage et d'expédition.

En 1971, cet atelier occupe 80 ouvrières, toutes vietnamiennes. En 1973, le préfet se dérange, fait un discours et promet un second bâtiment. Housty occupe le reste de l'école, et comme jusque là il ne payait ni taxe ni loyer à la commune, il doit en payer un, qui restera «symbolique». En 1973, c'est aussi le début de la crise dans la chaussure. Pour ne pas licencier directement, il ne

renouvelle pas les ouvrières qui partent ; l'entreprise passe de 80 à 63 ouvrières, mais la production reste constante.

120 LICENCIEMENTS DANS LE GROUPE

Le 12 décembre 1975, le patron envoie une lettre au délégué du comité d'entreprise, comme quoi il y a des difficultés économiques, qu'il faut licencier 120 ouvrières dans le groupe pour résoudre les difficultés. Il propose deux «solutions» : répartir les licenciements sur les trois usines ou fermer celle de Ste-Livrade. Il ne cache pas qu'il préfère cette dernière — comme elle ne lui a pas coûté un sou ... !

LA GREVE ET L'OCCUPATION SONT DECIDEES A STE-LIVRADE

Pour faire face aux menaces de licenciements, les ouvrières (ères) décident massivement d'occuper l'usine. Ils se donnent tout de suite une arme : l'élection d'un comité de grève, surtout qu'il y a un risque que le patron fasse déménager les machines. Ce comité est chargé d'organiser l'expression de la volonté de tous, syndiqués ou non. Puis se forme un comité de soutien sous la direction et le contrôle des grévistes. Ils organisent la popularisation, créent une véritable solidarité autour de la lutte (de la petite paysannerie — grâce au soutien des paysans-travailleurs — de nombreux

travailleurs des sections syndicales CGT et CFDT) et l'unité dans la lutte.

Parallèlement, la direction départementale de la CGT ne tarde pas à intervenir pour proposer sa «solution», c'est-à-dire : le chômage partiel ! Solution que le patron s'empresse d'accepter, dans la mesure où cela aidera à désamorcer le mouvement, à diviser les ouvriers entre eux, et n'empêchera pas les licenciements dans les mois à venir.

Les manœuvres des dirigeants CGT du Lot-et-Garonne ne s'arrêtent pas là.

L'UD-CGT REFUSE L'ORGANISATION QUE SE SONT DONNES LES TRAVAILLEURS

Ils parlent de solidarité dans tout le département, alors qu'il refusent de participer au comité de soutien, donc d'être sous le contrôle direct des grévistes. Pour eux il s'agit en fait d'essayer de récupérer une lutte qui leur échappe, et d'amener l'ensemble des travailleurs du Lot-et-Garonne à penser que l'UD-CGT serait la maîtresse de la solidarité.

Après les promenades à la préfecture, ils ont appelé à une réunion de tout le département, à Ste-Livrade ; en créant cette organisation parallèle ils ne cherchent qu'à affaiblir le soutien à la lutte, par la division. De même, ils s'opposent au comité de grève, accusent

le délégué du personnel d'être «un révolutionnaire». Ils demandent que cesse l'occupation et appellent à la reprise du travail : «Nous on est des gens réalistes. Dans deux mois vous serez licenciés et vous pourrez alors occuper l'usine tout en bénéficiant des 90 % !»

Comme toutes ces sombres manœuvres ne leur suffisent pas, ils vont voir individuellement les ouvrières syndiquées à la CGT, en calomniant le délégué. Et ils sont allés encore plus loin en téléphonant individuellement aux grévistes. Ils ont colporté des mensonges pour démobiliser les grévistes, leur disant qu'en occupant les locaux ils étaient considérés comme démissionnaires et perdraient ainsi de nombreux avantages sociaux !

Mais si la lutte de Ste-Livrade est suspendue à l'heure actuelle, les travailleurs en tirent déjà des leçons, pour que la lutte puisse reprendre — et cette fois avec ceux de Miramont et de Clairac — et soit victorieuse.

En effet, les dirigeants CGT et PCF parlent d'attaquer le «pouvoir giscardien» alors que dans la pratique ils s'attaquent aux travailleurs en lutte contre le pouvoir patronal. Ce que veulent ces bourgeois, c'est dé-

FOS-SUR-MER

CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL

Grève surprise de 24 heures des ouvriers de la SOLMER

Mardi 13 à 3 heures du matin, les ouvriers établissent des barrages sur les cinq routes conduisant à l'usine sidérurgique SOLMER.

Plusieurs services de nuit (21 h à 5 h) viennent de débrayer et ceux de la matinée (5 h à 13 h) commencent à arriver pour renforcer les piquets de grève.

Cette action surprise de 24 heures organisée par les syndicats CGT-CFDT est un premier avertissement pour les patrons de Wendel-Sidlor, Usinor et Thyssen. Ceux-ci doivent savoir que les sidérurgistes et les métallos refusent le chômage technique entraînant des pertes de salaires de 200 à 350 F par mois.

A 5 heures, 7 h 30 (pour les journaliers), à 13 heures et à 21 heures, personne n'a pu pénétrer dans l'usine malgré les

manœuvres de la direction : celle-ci distribuait des «cartes de sécurité» à tous les «jaunes» pour que les piquets de grève les laissent venir travailler.

A ceux qui invoquaient la liberté de travail, il fut répondu en chœur : «C'est pour elle que nous nous battons car qu'est-ce que la liberté de travail quand 1 500 000 travailleurs sont réduits au chômage, quand la direction impose 4 jours de chômage par mois aux 6 000 travailleurs de l'entreprise réduisant le salaire de 250 F ?»

Une entrevue eut lieu dans l'après-midi avec la direction, qui n'a rien donné.

Les ouvriers de la SOLMER sont déterminés à poursuivre leur action notamment dans les prochains jours par des débrayages sectoriels.

RECTIFICATIF : Dans notre quotidien du 14 janvier 1976, l'article intitulé «Suite à de graves brûlures, un peintre meurt» se rapportait à l'entreprise Dubigeon-Normandie à Nantes.

tourner et utiliser le mécontentement des travailleurs pour prendre le pouvoir. Pour eux, il s'agit de remplacer Giscard, mais non pas de donner le pouvoir aux travailleurs.

GREVE AUX USINES ROSSIGNOL (SKIS) DANS LA DROME

Les 150 ouvriers de la succursale de production des skis Rossignol-sud à St-Paul-Trois-Châteaux (Drome) se sont mis en grève lundi afin d'exiger des revendications concernant les salaires, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité.